# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Toulon, le 13 novembre 2026

## STOP À LA RÉPRESSION DES JEUNES
## OUI AUX REVENDICATIONS

Depuis plus de deux mois, la jeunesse lycéenne et étudiante est mobilisée dans tout le pays. Ils et elles réclament : un professeur devant elles et eux, étudier dans un bâtiment digne, ne pas finir la journée épuisé·es, et choisir leur avenir. **ILS ET ELLES ONT RAISON !**

Face à leurs demandes légitimes, les ministres, et leurs représentants dans les départements, comme les élu·es des collectivités territoriales n'ont répondu que par le mépris, la méconnaissance des conditions d'enseignement et une répression féroce.

Trop accoutumé aux discussions étroites des tenants de la rigueur budgétaire, trop habitué à déverser sa logorrhée autoritaire sur les plateaux télé complaisants, trop satisfait d'écarter d'un revers de main les avis des corps intermédiaires, le pouvoir en place s'est montré encore aujourd'hui incapable de travailler les dossiers et d'apporter des réponses un tant soit peu crédibles aux demandes répétées des lycéen.nes, étudiant.es, parents d'élèves, et enseignant.es.

Pourtant les demandes sont claires :

Les lycéen·nes demandent **un·e professeur·e devant elles et eux.** L'Éducation nationale doit arrêter de supprimer des postes d'enseignants, embaucher et former massivement de nouveaux professeurs dont certain·es seront affecté·es au remplacement rapide des collègues absent·es.

Ils et elles demandent **des classes moins chargées.** Comment croire l'annonce de M. Geffray sur un maximum de 28 élèves par classe pour une partie des secondes quand la norme en collège se situe à 30 et au lycée général en seconde à 35, ou quand il refuse un plafond du nombre d'élèves en secondes professionnelles ou de CAP entraînant de graves problèmes de sécurité en atelier, et quand le budget à l'étude prévoit encore moins de postes d'enseignant.es ?

Ils et elles demandent **des locaux dignes, isolés, entretenus.** On leur répond par des prêts aux collectivités tout en réduisant les dotations. Un prêt n'est pas un investissement de l'État : c'est une défausse. Et la Région se défausse à son tour : sur 2022-2025, elle a investi 1 068 euros par lycéen et par an, contre 1 347 euros en moyenne nationale. Elle est avant-dernière des régions métropolitaines, et son effort par élève n'a progressé que de 9 euros d'un mandat à l'autre, quand la moyenne nationale en gagnait 137.

Ils et elles demandent **la fin de Parcoursup.** Le gouvernement lui-même annonce son remplacement pour 2028 tout en obligeant les universités à diminuer leurs offres de formation. Le gouvernement préfère trier et exclure plutôt que de permettre à des bacheliers d'accéder à des études supérieures auxquelles ils et elles ont droit. Le gouvernement doit ouvrir des places en BTS et dans les universités pour accueillir tout le monde de manière transparente. Il doit aussi massivement recruter des personnels d'enseignement dans le supérieur pour retrouver un taux d'encadrement qui donne la chance à chaque étudiant.e de réussir son orientation.

Ils et elles dénoncent **la réforme dite « Blanquer »** du lycée et du baccalauréat. Cette réforme a créé des journées interminables, parsemées de « trous » et finissant trop souvent à 18 heures. Elle a « éclaté » le groupe classe et favorisé l'isolement des élèves. Elle installe une pression permanente par le contrôle continu et l'accomplissement des conditions de Parcoursup.

Pour faire entendre leurs demandes, alors que les signaux d'alerte clignotaient depuis plusieurs années, les lycéens et les lycéennes ont choisi leurs modes d'actions, souvent dénigrées et très largement et gravement réprimés, **mais ils ont imposé leurs revendications et remis au centre du débat public des sujets essentiels de la vie quotidienne : l'éducation, la santé, la lutte contre l'exclusion, l'environnement.**
Oui le mouvement lycéen et étudiant est turbulent. Mais il est la vie. Il est profond et représente l'avenir de notre démocratie : il s'informe, il débat, il s'engage. Et force est de constater que dans le Var, le mouvement s'est montré grandement calme tout en étant déterminé.

**C'est pourquoi nos organisations syndicales soutiennent depuis le début le mouvement lycéen et étudiant et continueront à le faire autant de temps que cela sera nécessaire.**

Nous, organisations syndicales, demandons :

• la **satisfaction des revendications** portées par les lycéen·nes que nous partageons

• l'**annulation des sanctions et poursuites disciplinaires** contre des élèves, et qu'aucun de ces faits n'apparaisse dans leurs dossiers d'orientation, sauf dans les cas très rares et avérés de violences visant directement des personnels, ayant réellement été prouvées par une enquête judiciaire,

• **la neutralisation des absences** de tous les élèves depuis la rentrée de septembre notamment dans les bulletins et les dossiers Parcoursup

• l'élaboration par la Région, en lien étroit avec les représentant·es de la communauté éducative et le Rectorat, **un plan d'action pluriannuel avec cahier des charges non limitatif** et calendrier prévisionnel, et d'engager les sommes nécessaires et suffisantes pour rénover et adapter le bâti scolaire.

**Nos organisations syndicales se tiennent prêtes à agir par tous les moyens afin que nos demandes soient satisfaites.**